

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2010

\_\_\_\_\_

8 septembre 2010

**PROPOSITION DE RÉOLUTION**

**relative à l'intensification de la coopération  
avec Haïti**

(déposée par M. Denis Ducarme)

\_\_\_\_\_

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2010

\_\_\_\_\_

8 september 2010

**VOORSTEL VAN RESOLUTIE**

**over de intensivering van de samenwerking  
met Haïti**

(ingediend door de heer Denis Ducarme)

\_\_\_\_\_

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
sp.a	:	socialistische partij anders	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	
PP	:	Parti Populaire	
<b>Abréviations dans la numérotation des publications:</b>		<b>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</b>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 <sup>ème</sup> législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)
<b>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</b>		<b>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</b>	
<b>Commandes:</b> Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.laChambre.be e-mail : publications@laChambre.be		<b>Bestellingen:</b> Natieplein 2 1008 Brussel Tel. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.deKamer.be e-mail : publicaties@deKamer.be	

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de résolution reprend, avec quelques adaptations, le texte de la proposition de résolution DOC 52 2385/001.

Le 12 janvier dernier, l'île d'Haïti a été frappée par un violent séisme d'une magnitude de 7 sur l'échelle de Richter. Une grande partie de la capitale Port-au-Prince a été détruite, les morts se comptent par milliers ainsi que les blessés et les sans-abri. Or, Haïti est déjà l'un des pays les plus pauvres au monde, tellement démuné qu'il n'est évidemment pas envisageable pour lui de se doter de bâtiments antisismiques comme d'autres pays traditionnellement vulnérables — le Japon par exemple — l'ont fait. Ce séisme va encore plus fragiliser l'île et ses habitants. Si la solidarité mondiale a répondu massivement et immédiatement, il n'en reste pas moins que le pays a besoin d'une aide sur le long terme<sup>1</sup>.

Le général Jean-Jacques Dessalines a proclamé l'indépendance d'Haïti vis-à-vis de la France, en 1804, après une révolte des esclaves noirs. La proclamation de l'indépendance d'Haïti, le 1<sup>er</sup> janvier 1804 — première république noire — couronnait la première révolte d'esclaves victorieuse de l'histoire.

Depuis la vie politique en Haïti a été marquée du sceau de l'instabilité et de la dictature. Une histoire scandée de catastrophes, dont le tremblement de terre du 12 janvier dernier est sans doute l'exemple le plus tragique, mais aussi de tensions sociales, de violences et de crises politiques qui ont fait en deux siècles de la "perle des Antilles" l'État le plus pauvre du continent américain.

Occupé par les États-Unis de 1915 à 1934, Haïti connaît une nouvelle période de troubles en 1956-1957, à la suite de laquelle accède au pouvoir un médecin de campagne, François Duvalier. Haïti a ensuite vécu de 1957 à 1986 sous la dictature de François Duvalier, dit "Papa Doc", puis de son fils Jean-Claude Duvalier, dit "Bébé Doc", ouvrant ainsi la voie à trois décennies de dictature violente. Papa Doc régna sans partage par la terreur et la corruption jusqu'à sa mort, en 1971. Son fils Jean-Claude, 19 ans, lui succéda. Après une courte parenthèse de libéralisation, il suit les traces de son

<sup>1</sup> *La Libre Belgique*, le 14 janvier 2010.

## TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel van resolutie neemt, met een aantal aanpassing, de tekst over van het voorstel van resolutie DOC 52 2385/001.

Op 12 januari 2010 werd Haïti getroffen door een krachtige aardbeving van 7 op de schaal van Richter. Een groot deel van de hoofdstad Port-au-Prince werd met de grond gelijk gemaakt; het aantal doden, gewonden en daklozen loopt in de tienduizenden. Haïti behoort echter al tot de armste landen ter wereld en is zelfs zo arm dat het zich geen aardbevingsbestendige gebouwen kan veroorloven, naar het voorbeeld van andere aardbevingsgevoelige landen zoals Japan. Deze natuurramp zal de situatie van het eiland en de bewoners ervan nog schrijnender maken. Hoewel de hele wereld massaal en onverwijld blijf heeft gegeven van solidariteit, zal het land nog zeer lang nood hebben aan hulp<sup>1</sup>.

Na een opstand van de zwarte slaven riep generaal Jean-Jacques Dessalines op 1 januari 1804 de onafhankelijkheid van Haïti ten opzichte van Frankrijk uit. Die onafhankelijkheidsverklaring, waardoor meteen 's werelds eerste zwarte republiek tot stand kwam, kroonde tevens de eerste succesvolle slavenopstand uit de geschiedenis.

Sindsdien hebben instabiliteit en dictatuur het politieke leven in Haïti getekend. Het eiland kreeg bovendien ramp na ramp te verwerken, met als wellicht meest tragische hoogtepunt de aardbeving van 12 januari 2010. Die mag ons echter niet de andere gebeurtenissen doen vergeten, zoals de sociale spanningen en de politieke crises die de "Parel van de Antillen" in twee eeuwen hebben doen verworden tot de armste Staat van het Amerikaanse continent.

Na een periode van bezetting door de Verenigde Staten (1915-1934) braken in 1956-1957 opnieuw troebelen los, die plattelandsarts François Duvalier aan de macht brachten. Van 1957 tot 1986 leefde het land onder het loden juk van François Duvalier, bijgenaamd *Papa Doc*, en daarna van diens zoon Jean-Claude Duvalier, bijgenaamd *Bébé Doc*: een gewelddadige dictatuur die drie decennia duurde. *Papa Doc* was een wrede en corrupte alleenheerser tot aan zijn dood in 1971, waarna zijn zoon, de 19-jarige Jean-Claude hem opvolgde. Na een kortstondige liberalisering trad *Bébé Doc* helemaal in

<sup>1</sup> Zie o.m. *La Libre Belgique*, 14 januari 2010.

père. En 1986, il doit quitter le pouvoir et se réfugier en France, laissant le pays totalement exsangue<sup>2</sup>.

Après une nouvelle période de troubles, marquée par plusieurs coups d'État militaires, une nouvelle figure charismatique apparaît: celle d'un prêtre engagé dans la théologie de la libération, Jean-Bertrand Aristide. Et si le prêtre Jean-Bertrand Aristide fut élu président au suffrage universel, en 1990, il fut renversé toutefois par un coup d'État militaire l'année suivante. En 1996, l'actuel président, René Préval, un proche d'Aristide, devint une première fois chef de l'État. Puis, l'ancien homme d'Église reprit le pouvoir en 2001 au terme d'un scrutin boycotté par l'opposition. Aristide fut toutefois contraint de s'exiler en 2004, à la suite d'une insurrection armée et des pressions conjuguées de Paris, de Washington et d'Ottawa. Depuis lors, la présence de 7 000 casques bleus et de 200 policiers internationaux sous mandat onusien (la MINUSTAH) prévient tout basculement du pays dans le chaos. Redevenu président en 2006, René Préval tente d'apporter à Haïti un peu plus de stabilité. La croissance a progressé, l'insécurité baisse, mais la pauvreté reste endémique, les inégalités perdurent et la vie politique est toujours aussi agitée de soubresauts<sup>3</sup>.

Depuis des décennies, cette petite île francophone des Caraïbes souffre de la pauvreté, de l'insécurité et de l'instabilité politique. Situé sur la partie occidentale de l'île d'Hispaniola — la deuxième plus grande île des Antilles après Cuba, dont la partie orientale est occupée par la République dominicaine —, Haïti est le pays le plus pauvre du continent américain et l'un des plus déshérités au monde. En témoigne son classement selon l'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD): 149<sup>e</sup> (sur 179 pays). Le PIB par habitant n'est que de 639 dollars par jour et près de 80 % des Haïtiens sont touchés par le chômage ou le sous-emploi.

75 % des 10 millions d'habitants que compte le pays — notamment ceux qui survivent dans les bidonvilles de la capitale, Port-au-Prince, de Cap-Haïtien, des Gonaïves, de Cayes ou d'ailleurs — vivent avec moins de deux dollars par jour. 54 % de la population se trouvent sous le seuil d'extrême pauvreté et vivent avec seulement un dollar par jour. Un enfant sur six n'atteint pas son premier anniversaire. Et dans ce pays où 4 millions de personnes ont moins de 18 ans, seulement la moitié des enfants est scolarisée à l'école primaire. Seulement 20 % des enfants suivent l'enseignement secondaire.

<sup>2</sup> *Le Monde*, le 14 janvier 2010.

<sup>3</sup> *Le Monde*, le 14 janvier 2010.

het voetspoor van zijn vader. In 1986 moest hij afstand doen van de macht en vluchtte hij naar Frankrijk. Hij liet een totaal ontredderd Haïti achter<sup>2</sup>.

Na nog eens een periode van onlusten met verschillende staatsgrepen, trad een nieuwe charismatische figuur op de voorgrond: Jean-Bertrand Aristide, een priester die de vrijheidstheologie aankleefde. Hoewel hij in 1990 via het algemeen stemrecht werd verkozen, werd hij het jaar daarop al door een militaire staatsgreep afgezet. In 1996 kwam de huidige president van Haïti, René Préval, een vertrouweling van Aristide, een eerste maal aan de macht. Na afloop van diens regeerperiode kreeg in 2001 voormalig priester Aristide opnieuw de touwtjes in handen, na door de oppositie geboycotte presidentsverkiezingen. Aristide werd in 2004 echter gedwongen in ballingschap te gaan, na een opstand van het leger en onder gezamenlijke druk van Parijs, Washington en Ottawa. Sindsdien behoeden 7 000 blauwhelmen en 200 internationale politiemensen onder VN-mandaat (de MINUSTAH) het land voor chaos. Sinds René Préval in 2006 weer aan de macht is gekomen, tracht hij de rust in Haïti te doen weerkeren: het land laat opnieuw groei optekenen, de onveiligheid is afgenomen, maar de armoede blijft een structureel probleem, er is nog steeds sprake van ongelijkheid en het politieke leven blijft woelig<sup>3</sup>.

Al decennialang gaat het Franstalige eilandje in de Caraïben gebukt onder armoede, onveiligheid en politieke instabiliteit. Haïti beslaat het westelijke deel van het eiland Hispaniola (na Cuba het grootste eiland van de Antillen), waarvan het oostelijke deel wordt ingenomen door de Dominicaanse Republiek. Tevens is Haïti het armste land van het Amerikaanse Continent en een van de armste landen ter wereld. Dat blijkt namelijk uit de menselijke-ontwikkelingsindex van het VN-ontwikkelingsprogramma (PNUD), waarin het eiland de 149<sup>ste</sup> plaats bekleedt op een totaal van 179 landen. Het bbp per inwoner bedraagt amper 639 dollar per dag en nagenoeg 80 % van de Haïtianen is volledig of gedeeltelijk werkloos.

Van de tien miljoen inwoners die het land telt, moet driekwart zien te overleven met minder dan twee dollar per dag; het gaat vooral om mensen uit de krottenwijken van de hoofdstad Port-au-Prince, Cap-Haïtien, Gonaïves, Les Cayes of andere steden. 54 % van de bevolking leeft in extreme armoede en moet het zien te rooien met maar één dollar per dag. Eén kind op zes haalt zijn eerste verjaardag niet. In dat land, met vier miljoen kinderen van nog geen achttien jaar, volgt slechts de helft van de jonge kinderen lager onderwijs. Slechts 20 % van de kinderen van middelbareschool-

<sup>2</sup> *Le Monde*, 14 januari 2010.

<sup>3</sup> *Le Monde*, 14 januari 2010.

Quant aux rares richesses de l'île, elles sont partagées de manière inéquitable entre une élite représentant environ 1 % de la population et la majorité créole, l'élite conservant entre ses mains près de 50 % des biens du pays. Le taux de chômage plafonne à 65 %. Deux tiers des Haïtiens tirent leurs moyens de subsistance de l'agriculture (canne à sucre, banane, mangue, riz et café) ainsi que de l'élevage. Les autres ressources du pays sont la pêche et l'industrie de l'assemblage (électronique et textile). Alors que l'autre côté de l'île, où est située la République dominicaine, constitue une destination prisée des voyageurs, l'industrie touristique en Haïti est, en revanche, réduite à néant vu l'instabilité politique et l'insécurité qui y règnent<sup>4</sup>.

Les difficultés économiques d'Haïti ont pour principales causes la corruption et les mauvais choix économiques des gouvernements précédents. Les forêts ont été rasées, ce qui a engendré une érosion des sols, qui, à son tour, a entraîné sécheresse et infertilité des terres. Le gouvernement actuel tente de stimuler l'économie, mais les progrès sont lents. La population active d'Haïti s'élève à trois millions de personnes, dont 42 % de femmes, ce qui fait d'Haïti l'un des pays en développement avec la plus haute proportion de femmes sur le marché du travail.

Haïti a également subi des coups très durs en 2008. Les effets de la flambée du prix du pétrole et de la crise alimentaire mondiale s'y sont particulièrement fait sentir, provoquant de très nombreuses émeutes de la faim. De plus, la saison des cyclones a fauché des centaines de vies et les tempêtes ont balayé les infrastructures — d'autant que la déforestation sauvage a rendu Haïti très vulnérable aux inondations — occasionnant un coût estimé à 15 % de la richesse nationale. Aussi l'économie haïtienne, la moins développée de l'hémisphère Nord, est plus que jamais tributaire de l'assistance internationale. À cet égard, il faut relever que le pays reçoit près de 343 millions d'euros par an. L'année dernière, une conférence des donateurs internationaux a promis de fournir une rallonge de 250 millions d'euros pour les deux années à venir.

En 2008, Haïti a également dû faire face à plusieurs chocs qui continuent d'avoir un impact fort sur son économie et les conditions de vie de sa population. Outre les émeutes de la faim, le pays a souffert des conséquences des dévastations causées par le passage de quatre cyclones et de la baisse des transferts financiers de la diaspora en raison de la crise économique. Dans ce contexte dégradé, une conférence de donateurs s'est

leeftijd gaat effectief naar school. De zeldzame natuurlijke rijkdommen waarover het eiland beschikt, zijn oneerlijk verdeeld over een elite die slechts 1 % van de bevolking uitmaakt, maar 50 % van de rijkdom van het land bezit, en de Creoolse meerderheid. De werkloosheidsgraad bedraagt liefst 65 %. Twee op de drie Haïtianen haalt zijn bestaansmiddelen uit landbouw (rietsuiker, banaan, mango, rijst en koffie) en veeteelt. De overige bestaansmiddelen van het land zijn visserij en assemblage (elektronica en textiel). Terwijl de andere helft van het eiland, waar de Dominicaanse Republiek ligt, een bevoorrechte reisbestemming is, stelt de toeristische industrie op Haïti hoegenaamd niets voor door de heersende politieke onstabieleit en onveiligheid<sup>4</sup>.

De economische moeilijkheden van Haïti zijn grotendeels te wijten aan corruptie en verkeerde economische beslissingen van de vorige regeringen. Bossen zijn kaalgeslagen, met bodemerrosie en kurkdroge en onvruchtbare gronden als gevolg. De huidige regering tracht de economie aan te zwengelen, maar dat lukt maar mondjesmaat. Haïti telt drie miljoen werkenden, van wie 42 % vrouwen; daarmee is Haïti een van de ontwikkelingslanden met het hoogste aantal vrouwen op de arbeidsmarkt.

Ook in 2008 heeft Haïti het zwaar te verduren gehad. De piekende olieprijs en de wereldwijde voedselcrisis hebben er hard toegeslagen, waardoor geregeld voedselrellen uitbraken. Daarbovenop heeft het cycloonseizoen honderden mensenlevens gekost en hebben stormen de infrastructuur van het land — waar het overstromingsrisico bovendien heel hoog is door de ondoordachte ontbossingen — vernield; de schade wordt geraamd op 15 % van de nationale rijkdom. De Haïtiaanse economie, die het slechtst presteert van het hele noordelijke halfrond, is dan ook meer dan ooit afhankelijk van internationale steun. Het land ontvangt overigens bijna 343 miljoen euro per jaar. Vorig jaar werd op een conferentie van donorlanden een bijkomende steun van 250 miljoen euro voor de komende twee jaar toegezegd.

Nog in 2008 heeft Haïti enkele schokken te verwerken gekregen waarvan de economie en de bevolking nog altijd niet bekomen zijn. Niet alleen heeft het land te maken gekregen met voedselrellen, ook heeft het de gevolgen moeten ondergaan van het verwoestende spoor van vier cyclonen, en van de terugloop van het aantal door de diaspora verrichte financiële transfers als gevolg van de economische crisis. Naar aanleiding van

<sup>4</sup> *La Libre Belgique*, le 14 janvier 2010.

<sup>4</sup> *La Libre Belgique*, 14 januari 2010.

réunie à Washington le 14 avril 2009. Elle a marqué la confiance de la communauté internationale dans les chances de développement d'Haïti.

Les 28 pays et organisations multilatérales présents se sont engagés à fournir au pays une aide supplémentaire de 324 millions de dollars (soit 250 millions d'euros) au cours des deux prochaines années, en soutenant le plan de reconstruction et de relance économiques présenté par les autorités haïtiennes. Une partie de cette aide (soit 41 millions de dollars) prend la forme d'un appui direct au budget de l'État haïtien afin d'éviter que les crises de 2008 ne creusent le déficit budgétaire et n'empêchent Haïti de bénéficier d'allègements de sa dette dans le cadre de l'initiative multilatérale "pays pauvres très endettés" (PPTE). La première Conférence de Washington, tenue en juillet 2004, s'était ainsi traduite par l'annonce de plus d'un milliard de dollars de dons et prêts de la part des partenaires bilatéraux et multilatéraux d'Haïti. S'agissant du montant de l'aide de l'Union européenne, 304 millions d'euros sont programmés pour les années (2008-2013) dans le cadre du 10<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED) dont les secteurs prioritaires pour Haïti sont la gouvernance (décentralisation, acteurs non étatiques), les infrastructures et l'intégration régionale.

Haïti est le seul État des Amériques à faire partie du groupe des Pays les Moins Avancés. Les deux tiers de la population vivent dans l'indigence. L'économie haïtienne est en outre fortement dépendante des transferts de fonds des migrants, qui représentent 30 % du PIB, ainsi que, pour ses infrastructures et pour le budget de l'État, d'une aide internationale estimée à 500 millions de dollars par an. Après une période de récession entamée en 2001 et marquée par une dégradation des indicateurs économiques (croissance, recettes fiscales, déficit, inflation, chute de la gourde par rapport au dollar) et des indicateurs du développement humain (eau, assainissement, santé, éducation), Haïti a renoué à partir de 2004 avec une croissance modeste. Les organisations internationales sont en permanence à son chevet mais ce genre de circonstances dramatiques souligne l'absolue nécessité de tirer ce pays de la pauvreté.

L'ampleur de la catastrophe justifie par conséquent que la Belgique intensifie de manière substantielle sa coopération internationale avec Haïti.

Denis DUCARME (MR)

die verslechterde toestand vond op 14 april 2009 een conferentie van donorlanden plaats. Bij die gelegenheid heeft de internationale gemeenschap zijn vertrouwen toegezegd in de ontwikkelingskansen voor Haïti.

De 28 landen en multilaterale organisaties die de conferentie bijwoonden, hebben het land voor de komende twee jaar een bijkomende financiële steun van 324 miljoen dollar (250 miljoen euro) toegezegd in het raam van het plan voor economische reconstructie en relance dat de Haïtiaanse overheid heeft voorgelegd. Een deel van die steun (41 miljoen dollar) gaat direct naar de Haïtiaanse staatskas, zodat de crisissen van 2008 het begrotingstekort niet verder uitdiepen en Haïti een beroep kan blijven doen op schuldverlichtingsmaatregelen in het raam van het multilaterale initiatief voor "arme landen met een zware schuldenlast" (HIPC). Op de eerste conferentie in juli 2004 in Washington werd dan ook bekendgemaakt dat Haïti een bedrag van één miljard dollar ter beschikking zou worden gesteld in de vorm van schenkingen en leningen vanwege zijn bilaterale en multilaterale partnerlanden. De Europese Unie van haar kant maakt voor de periode 2008-2013 in het raam van het tiende Europees Ontwikkelingsfonds (EOF) een bedrag van 304 miljoen euro vrij, dat voor Haïti zal gaan naar prioritaire sectoren als degelijk bestuur (decentralisatie, niet-gouvernementele actoren), infrastructuur en regionale integratie.

Haïti is de enige Staat van het Amerikaanse continent die tot de groep van de minst ontwikkelde landen behoort. Twee derde van de bevolking leeft in armoede. Bovendien is de Haïtiaanse economie sterk afhankelijk van de middelen die de migranten naar het thuisland overhevelen (die zijn goed voor 30 % van het bbp); voorts wordt geraamd dat de internationale hulp voor de infrastructuur en de nationale begroting 500 miljoen dollar per jaar bedraagt. Na een periode van recessie, die in 2001 begon en gepaard ging met een achteruitgang van de economische indicatoren (groei, belastingontvangsten, tekort, inflatie, daling van de gourde ten aanzien van de dollar), alsook van de indicatoren inzake de menselijke ontwikkeling (water, sanering, gezondheid, onderwijs), kende Haïti vanaf 2004 opnieuw een bescheiden groei. Hoewel de internationale organisaties er voortdurend in de weer zijn, wordt de absolute noodzaak om dit land uit de armoede te halen, door soortgelijke gebeurtenissen extra in de verf gezet.

Dat België zijn internationale samenwerking met Haïti fors opvoert, is door de omvang van de ramp dus volkomen verantwoord.

## PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que Haïti est l'un des pays les plus pauvres au monde et se retrouve à la 149<sup>e</sup> place sur 179 pays selon l'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD);

B. considérant qu'Haïti est le pays le plus pauvre du continent américain;

C. considérant qu'Haïti est le seul État des Amériques à faire partie du groupe des Pays les Moins Avancés;

D. considérant les risques chroniques d'instabilité politique et d'insécurité;

E. considérant la résolution 1542, adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies le 30 avril 2004, qui décide d'établir la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH);

F. considérant les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité sur Haïti, et en particulier les résolutions 1927 (2010), 1908 (2010), 1892 (2009), 1840 (2008), 1780 (2007), 1743 (2007), 1702 (2006), 1658 (2006), 1608 (2005), 1576 (2004) et 1542 (2004);

G. considérant la présence massive d'organisations internationales en Haïti, comme la MINUSTAH qui compte près de 7 000 casques bleus;

H. considérant l'aide de l'Union européenne pour Haïti, à savoir 304 millions d'euros programmés pour les années 2008-2013 dans les secteurs prioritaires que sont la gouvernance (décentralisation, acteurs non étatiques), les infrastructures et l'intégration régionale;

I. considérant la Conférence Internationale pour le Développement Économique et Social d'Haïti (CIDES) tenue à Port-au-Prince le 25 juillet 2006, qui a été l'occasion pour le gouvernement haïtien de présenter et de s'approprier une stratégie de développement économique et social;

J. considérant le large accord concernant l'urgence de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD);

## VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. wijst erop dat Haïti een van de armste landen ter wereld is, en de 149<sup>e</sup> plaats bekleedt op de ranglijst van de 179 landen op grond van de *human development index* van het VN-Ontwikkelingsprogramma (UNDP);

B. geeft aan dat Haïti het armste land van het Amerikaanse continent is;

C. attendeert erop dat Haïti de enige Staat van het Amerikaanse continent is die behoort tot de groep van de minst ontwikkelde landen;

D. wijst op de aanhoudende risico's, zowel wat de politieke instabiliteit als wat de veiligheid betreft;

E. attendeert op resolutie 1542, die door de VN-Veilighedsraad op 30 april 2004 werd aangenomen, teneinde de *United Nations Stabilization Mission in Haiti (MINUSTAH)* in te stellen;

F. verwijst naar de relevante resoluties van de VN-Veilighedsraad voor Haïti, en in het bijzonder naar de resoluties 1927 (2010), 1908 (2010), 1892 (2009), 1840 (2008), 1780 (2007), 1743 (2007), 1702 (2006), 1658 (2006), 1608 (2005), 1576 (2004) en 1542 (2004);

G. geeft aan dat internationale organisaties in groten getale aanwezig zijn in Haïti; zo zijn er 7 000 blauwhelmen van de MINUSTAH actief;

H. wijst op de steun van de Europese Unie aan Haïti: voor de periode 2008-2013 werd een bedrag van 304 miljoen euro uitgetrokken voor de prioritaire sectoren, met name het bestuur (decentralisering, non-gouvernementele actoren), de infrastructuur en de regionale integratie;

I. attendeert erop dat de Haïtiaanse regering haar beleid inzake de economische en sociale ontwikkeling heeft uiteengezet op de Internationale Conferentie voor de Economische en Sociale Ontwikkeling van Haïti, die op 25 juli 2006 in Port-au-Prince werd gehouden;

J. wijst op het breed gedragen akkoord over de noodzaak om de millenniumdoelstellingen dringend ten uitvoer te leggen;

K. considérant l'engagement du gouvernement belge concernant les OMD et sachant que l'OMD n° 1 est la lutte contre l'extrême pauvreté;

L. considérant que la Belgique a adhéré au Consensus de Monterrey, adopté dans le cadre de la Conférence internationale sur le financement du développement, tenue du 18 au 22 mars 2002 à Monterrey (Mexique);

M. considérant la Déclaration de Vienne de 1993, adoptée par consensus par 171 États (dont les États membres de l'Union européenne et les pays ACP), déclare que la protection et la promotion des droits fondamentaux relèvent de la première responsabilité des gouvernements;

N. considérant la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948;

O. considérant la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT:

de renforcer et d'intensifier de manière substantielle la coopération avec Haïti.

6 juillet 2010

Denis DUCARME (MR)

K. attendeert erop dat de Belgische regering er zich heeft toe verbonden de millenniumdoelstellingen uit te voeren, in de wetenschap dat de eerste millenniumdoelstelling beoogt de extreme armoede te bestrijden;

L. geeft aan dat België zich heeft aangesloten bij de consensus van Monterrey, aangenomen in het kader van de Internationale Conferentie over de financiering voor ontwikkeling, die van 18 tot 22 maart 2002 in Monterrey (Mexico) heeft plaatsgevonden;

M. verwijst naar de Verklaring van Wenen van 1993, die eenparig werd aangenomen door 171 Staten (waaronder de EU-lidstaten en de ACS-landen), en waarin zij stellen dat in hoofdzaak de regeringen moeten zorgen voor de bescherming en de bevordering van de fundamentele rechten;

N. attendeert op de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens van 10 december 1948;

O. verwijst naar de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking;

VERZOEKT DE REGERING:

de samenwerking met Haïti fors op te voeren en te intensiveren.

6 juli 2010